



Gérald Darmanin-Gabriel Attal : deux jeunes ambitieux, une rivalité naissante

Un duel à distance s'est installé entre le ministre de l'intérieur et celui de l'éducation, que seul l'attrait du pouvoir rapproche. Le pacte de non-agression qu'ils ont noué au début de l'été a déjà volé en éclat en cette rentrée. L'idée d'un déjeuner flottait dans l'atmosphère depuis quelques semaines. C'est finalement mardi 12 septembre que Gabriel Attal fut invité rue de Miromesnil, dans l'antre de Nicolas Sarkozy. Signe que le jeune ministre de l'éducation nationale pèse désormais suffisamment lourd politiquement pour susciter la curiosité de l'ex-président de la République, avide de distiller ses conseils de vieux fauve et de flairer les nouveaux talents.

Lire aussi le portrait :

Lors de ces agapes, il fut question des souvenirs élyséens de l'ancien président de l'UMP, de son amour pour « Carla », et, bien sûr, de l'abaya que Gabriel Attal a fait interdire dans les écoles « M. Attal a parfaitement raison », avait approuvé Nicolas Sarkozy, deux semaines plus tôt sur Europe 1, heureux que le ministre de l'éducation marque la rentrée sur le thème de la laïcité. Presque un adoubement. Un de plus de la part de celui qui a pris les allures d'un parrain de la politique.

Dans son livre *Le Temps des combats* (Fayard, 592 pages, 28 euros), sorti le 19 août, M. Sarkozy flatte un autre ministre du gouvernement : Gérald Darmanin, ancien de son parti, Les Républicains (LR). « Saura-t-il franchir une autre étape, voire l'étape ultime, celle qui mène à la présidence de la République ? Je le lui souhaite », écrit-il, vantant chez le ministre de l'intérieur « la compréhension des aspirations populaires et l'énergie sans laquelle aucun talent n'est utile »

Deux stratégies

La présidentielle de 2027 est encore loin. Trop loin pour que Gabriel Attal, 34 ans, ose y penser tout haut. Mais le regard que le monde politique porte sur l'ex-porte-parole du gouvernement, réputé pour ses « punchlines » cinglantes, a changé depuis son arrivée rue de Grenelle. Son nom figure depuis peu dans les sondages pour l'élection suprême où son score frise celui de M. Darmanin et dépasse celui de la première ministre, Elisabeth Borne. « Ces sondages, c'est une blague », minore-t-on au ministère de l'éducation nationale. La plaisanterie, pourtant, ne fait guère rire à l'intérieur.

Depuis de longs mois, une rivalité s'est installée entre Gérald Darmanin et Gabriel Attal, que seuls l'ambition et l'attrait du pouvoir rapprochent. Le premier, ancien « Sarko boy » de 40 ans, reste fidèle à son ADN de droite, assumant le statut de « premier flic de France », qui soutient inlassablement ses troupes lorsqu'elles sont visées par des accusations de violences policières « On a deux enjeux : récupérer une partie de l'abstention et reprendre des électeurs à Marine Le Pen. Une partie des policiers, par exemple », confiait le locataire de la place Beauvau au Monde, le 26 août.

Venu du Parti socialiste, Gabriel Attal, lui, prend soin de se distancier des écuries politiques de « l'ancien monde » envoyant tantôt des signaux à la gauche, à l'image du plan de lutte contre la fraude fiscale érigé quand il était au budget. Et à la droite, lorsqu'il pourfend, en 2018, la « gréviculture »

Quand M. Attal, prudent, prend soin de ne pas afficher ses ambitions au grand jour, M. Darmanin ne fait pas mystère de son souhait de gravir, un à un, les échelons du pouvoir. « Il est capable de plus », juge Violette Spillebout, députée Renaissance du Nord qui, avec une petite troupe de parlementaires, est affiliée à la « team » que l'ex-maire de Tourcoing tâche de bâtir en coulisse.

Lire le portrait :

Les deux hommes, presque de la même génération, espèrent secrètement ringardiser ceux qui se positionnent pour succéder à Emmanuel Macron, comme le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, ou l'ancien chef du gouvernement, Edouard Philippe. Entre M. Darmanin et M. Attal les relations sont tendues. Et leur stratégie de conquête du pouvoir diverge.

Classes populaires contre CSP +

Espérant incarner un courant de droite sociale tendance séguiniste, Gérald Darmanin répète vouloir parler aux classes populaires qui, après avoir été délaissées par les partis traditionnels, sont tentées de se jeter dans les bras





de l'extrême droite. « Je me sens légitime pour dire qu'il faut s'occuper de la marmite sociale qui bout », affirme à La Voix du Nord, le 24 août, le natif de Valenciennes, qui ne manque jamais de mettre en avant ses origines modestes, rappelant sans cesse qu'il est « fils d'une femme de ménage » (ensuite concierge de la Banque de France à Paris) et « petit-fils de deux grands-pères travailleurs immigrés ». Parler de la question sociale, « on n'est pas nombreux à le faire... », ajoute-t-il un brin perfide, visant son propre camp. « Nous devons parler aux tripes des Français », disait-il déjà en juillet 2022 dans Le Monde, estimant que les macronistes devaient « corriger » certains « comportements », en n'incarnant plus seulement le camp de la « raison » et de la « technique »

Gabriel Attal, Parisien aux allures de CSP+, cultive un tout autre style. Ce fils d'un producteur de cinéma, passé par l'école alsacienne – une institution privée du 6^e arrondissement de Paris – juge que les classes populaires sont parties au Rassemblement national pour un aller sans retour. A ses yeux, ce sont les « classes moyennes » qu'il faut séduire en priorité. « Celles qui font tourner notre économie par leur travail et financent nos services publics par leurs impôts, sans bénéficier ni d'aides sociales ni de rente » explique-t-il au Monde, en mai.

Gérald Darmanin et Gabriel Attal creusent chacun leur sillon au sein du même gouvernement. L'un transgresse et n'hésite pas à choquer, quand l'autre suit, sans jamais dévier, la ligne présidentielle. Au sein de son ministère, partie intégrante du « domaine réservé » du chef de l'Etat, M. Attal applique à la lettre la volonté du locataire de l'Élysée : restaurer l'autorité des professeurs et créer un « choc des savoirs » « Gabriel Attal est le seul qui réussit à exister sans chercher à cacher le soleil », salue un proche d'Emmanuel Macron.

A intervalles réguliers, les ambitions des deux ministres s'entrechoquent. Gabriel Attal, qui rêve d'un poste régalien, mord parfois sur les attributions du ministère de l'intérieur. « Ce que j'aime bien chez toi, c'est que tu dépasses du coloriage », lui glisse un jour le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler. Mais les équipes de Gérald Darmanin fulminent. Des piques s'échangent alors entre les conseillers des deux ministres.

Au début de l'été, avant le remaniement gouvernemental, l'atmosphère s'alourdit un peu plus quand le locataire de la place Beauvau mène campagne pour remplacer Elisabeth Borne à Matignon. Les deux rivaux décident alors de nouer un pacte de non-agression. Pas question de se mener une guerre ouverte aussi tôt. « On va être dans le même aquarium pendant de nombreuses années... », signale M. Darmanin, soucieux d'apaisement, à son collègue du gouvernement.

Elisabeth Borne gronde

Mais le poste de premier ministre échappe au Valenciennois, qui trépigne. Il lui faut quitter un ministère où ses envolées sécuritaires sont incapables de réprimer le trafic de drogue et les règlements de compte. Il observe Gabriel Attal, accusé jusqu'ici de rester à la surface des choses, à même de prendre de l'épaisseur depuis son arrivée rue de Grenelle. « Défendre notre école, publique, laïque, mixte et gratuite est, pour moi, un projet politique en soi », avance-t-il à ses équipes.

Pressé, le ministre de l'intérieur se lance dans un cavalier seul, organise un grand raout politique le 27 août, dans son fief de Tourcoing, et lâche, dès le 13 août, dans Le Figaro : « Ce qui m'inquiète maintenant, c'est ce qui se passera en 2027. » « 2027 », un tabou, pour l'heure, dans le camp présidentiel. A plus de 9 000 kilomètres de là, depuis la Réunion, où il effectue un déplacement, Gabriel Attal condamne l'offensive. « Ce qui m'étonne, c'est la propension, alors qu'on sort d'une élection présidentielle, à parler de la prochaine (...) Les Français, qu'est-ce qu'ils attendent ? Qu'on règle leurs problèmes, aujourd'hui », cingle-t-il, le 17 août, sur la chaîne de télévision locale, Antenne Réunion « Soutiendrez-vous Gérald Darmanin ? », demande le présentateur. « Ça ne m'intéresse pas », griffe le ministre de l'éducation. « Ça allait sur Gérald ? », s'enquiert-il dans la foulée auprès de son entourage, hors caméra, inquiet d'avoir été trop dur.

Après avoir occupé l'espace médiatique, le ministre de l'intérieur fait un pas en arrière. « Je ne suis pas un illuminé, je n'ai jamais pensé que je serais président de la République un jour », élude-t-il dans Le Point daté du 14 septembre, précisant : « Je n'ai jamais pensé que je serais député ou ministre non plus... »

Que certains ministres aient déjà la tête à la prochaine présidentielle a le don d'agacer la cheffe du gouvernement. « Avant de penser à 2027, il faut d'abord gérer 2023, 2024, 2025 et obtenir des résultats pour les Français », gronde M. Borne dans un entretien au Parisien, publié dimanche 17 septembre. Avant de mettre en garde : « L'unité de la majorité est un préalable à tout. »

Depuis l'Élysée, Emmanuel Macron, observe, lui, son autorité s'émousser à l'approche de la fin de son dernier quinquennat. Mais, adepte du « darwinisme », le chef de l'Etat n'est, au fond, pas fâché de voir ses ministres





avancer leurs pions et suit, à distance, la petite guerre de succession qui s'échafaude. Ses proches lui en font un récit aux allures du film de Coppola de 1972, *Le Parrain*, où Gérard Darmanin tiendrait le rôle de Sonny, l'impulsif, et Gabriel Attal serait Michael, le plus jeune des héritiers de Vito Corleone.

